



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE SERVICES

---












**Gestion des déchets sur le territoire de l'UTI Escaut  
Saint-Quentin.**

**Lot n° 1 : secteur de valenciennes.**

**Lot n° 2 : secteur de Cambrai.**

---

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Gestion des déchets sur le territoire de l'UTI Escaut Saint-Quentin. Lot n° 1 : secteur de valenciennes. Lot n° 2 : secteur de Cambrai. M0
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	En années
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## 1. Dispositions générales du contrat pour tous les lots

### 1.1 - Objet du contrat

Le présent CCTP fixe toutes les conditions d'exécution pour la gestion des déchets sur le territoire de l'UTI Escaut Saint-Quentin.

Lieu(x) d'exécution :

Escaut grand gabarit secteur de Valenciennes et canal du Nord et Escaut Saint-Quentin secteur de Cambrai

Pour le lot n°1, il est demandé un contrôle à raison de trois fois par semaine et de trois heures par jour de présence à la déchetterie de l'écluse de Fresnes-sur-Escaut (à définir avec le titulaire selon les jours de collecte). Le forfait inclut :

- Une vérification du respect du tri des déchets avec rectification en cas d'erreur avérée
- Une vérification de l'affichage (correspondance contenants/déchets)
- Un état des lieux du remplissage des contenants
- Une remontée des anomalies
- Un déclenchement des interventions de collecte
- La signature des bons de suivi des déchets lors de la collecte des déchets dangereux via Trackdéchets
- La remise d'un bilan de l'activité mensuelle et des factures correspondantes

Un passage supplémentaire pourra être demandé en cas d'affluence exceptionnelle (tarif horaire).

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	secteur de Valenciennes déchetterie de l'écluse de Fresnes-sur-Escaut, rue Ghesquière 59970 Fresnes-sur-Escaut. UTI Escaut Saint-Quentin, 160 rue du Chauffour 59300 Valenciennes. Ecluse de Trith-Saint-Léger, chemin de halage 59233 Maing.
02	secteur de Cambrai Centre de maintenance et d'intervention de Selles, rue des Vieilles Ecluses de Selles, 59400 Cambrai. Centre de maintenance et d'intervention de Marquion, 14 route Nationale, 62800 Marquion.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Nature des déchets

Les déchets sont générés par :

- les activités liées à l'entretien des voies d'eau,
- les activités techniques (ateliers de maintenance),
- les usagers de la voie d'eau (uniquement pour la déchetterie de l'écluse de Fresnes-sur-Escaut).

Ils peuvent être de nature diverse : DIB, déchets souillés, pots de graisse, appareils électro-ménager, pneus, extincteurs, aérosols, piles, néons, batteries...

## 2 - Préparation et exécution du marché

### 2.1- Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de quinze jours à compter de la date de notification du marché. Cette période n'est pas comprise dans le délai d'exécution des bons de commande.

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la période de préparation sont précisées à l'article 7-6 ci-après.

En outre, il est procédé aux opérations suivantes :

- Par les soins du pouvoir adjudicateur, établissement de l'inspection commune préalable et du plan de prévention conjointement avec le titulaire.

## **2.2- Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des deux parties, un programme d'exécution est établi en commun.

## **2.3- Période d'exécution**

Chaque bon de commande précisera le point de départ des prestations, sans que le délai d'exécution ne passe cinq jours.

## **2.4- Conditions d'exécution**

### **2.4.1- Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

### **2.4.2- Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les protections ;
- Les tenues de travail ;

### **2.4.3- Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objets du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de la personne publique.

## **2.5- Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

### **2.5.1- Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances de la personne publique**

#### A - Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail

Dans un délai de 8 jours à compter du début de la période de préparation, le titulaire transmet par écrit au chef de l'entreprise utilisatrice :

La date de leur première intervention sur le site ;

La durée prévisible de leur intervention ;

Le nom et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention sur le site ;

Les noms de tous les sous-traitants ainsi que l'identification des prestations sous-traitées ;

Le nombre prévisible de salariés affectés aux prestations se déroulant sur le site, y compris ceux des sous-traitants ;

Le nombre total prévisible d'heures de travail pour réaliser ces prestations, y compris les sous-traitants ;

Le nom et lieu de travail des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque entreprise extérieure ;

#### B - Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques

A l'initiative du chef de l'entreprise utilisatrice, il est procédé à une inspection commune des lieux de travail conformément aux articles R.4512-2 à 5 du Code du Travail.

Le chef de l'entreprise utilisatrice communique au titulaire les consignes de sécurité applicables aux prestations et concernant le personnel du titulaire.

Les chefs d'entreprises se communiquent toutes les informations nécessaires à la prévention des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

Le même jour, à l'issue de cette inspection et au vu des informations communiquées, les chefs d'entreprises procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels.

#### C - Plan de prévention

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par les chefs d'entreprises.

### **2.5.2- Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations**

Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour

du plan de prévention.

Le chef d'entreprise extérieure informe le chef d'entreprise utilisatrice de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au premier point du présent article.

### **3 - Contrôles, admissions et garanties**

#### **3.1- Vérifications quantitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 20 jours à dater de l'exécution du service.

Les conditions de vérifications quantitatives sont les suivantes : remise des bordereaux de suivi des déchets et des bons de pesée établis par le titulaire.

#### **3.2- Vérifications qualitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 20 jours à dater de l'exécution du service.

Elles portent sur la nature des déchets.

Les conditions de vérifications qualitatives sont les suivantes : traçabilité de l'évacuation et neutralisation des déchets à remettre par le titulaire.

#### **3.3- Garantie des prestations**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

### **4 - Dispositions relatives à la collecte et au transport des déchets**

#### **4.1- Accès du personnel de collecte/transport**

Les opérations de collecte des déchets sont exclusivement effectuées par le conducteur du véhicule et/ou toute autre personne du titulaire dûment habilitée à le faire. L'accès du personnel du titulaire est strictement limité aux locaux prévus dans le cadre de la prestation. Le personnel du titulaire doit à tout moment respecter les règles intérieures. VNF se réserve le droit d'interdire l'accès aux personnes qui ne respecteraient pas ces règles.

Le personnel du titulaire doit pouvoir être identifié par un document attestant de son appartenance à la société.

L'accès aux différents sites nécessite au personnel du titulaire de demander une autorisation d'entrer.

Dans le cadre des mesures de contrôle d'accès pouvant être en place dans l'établissement à collecter, il appartient à chaque titulaire de lot de définir, avec le responsable en charge de la gestion des déchets du site concerné, les modalités d'accès de son personnel. En cas d'évolution, il appartiendra alors aux deux parties de redéfinir les nouvelles dispositions. Si, en cas de changement de procédure et pour faciliter l'accès au titulaire du lot, l'établissement concerné lui donne des moyens d'accès (badge, clé...), le titulaire en est responsable et n'utilisera ce moyen que dans le cadre des prestations définies avec l'établissement. En cas de perte, de vol, de détérioration, le titulaire supportera l'ensemble des coûts nécessaires au rétablissement d'une situation d'accès contrôlé.

#### **4.2- Sécurité des opérations de manutention, chargement et déchargement**

Conformément à la législation du travail en vigueur et en fonction de la nature des prestations à effectuer, le titulaire de chaque lot est tenu :

- de respecter et faire respecter les mesures de sécurité pour la protection de son personnel,
- de veiller à la conformité réglementaire des véhicules (et de leurs équipements), y compris les dispositions nouvelles qui deviendraient applicables pendant la durée d'exécution du marché.

A ce titre, le titulaire doit disposer des équipements nécessaires pour assurer la sécurité des opérations et mettre à disposition de son personnel les EPI et les consignes de travail adaptés.

Les conditions et moyens à mettre en œuvre seront précisés par l'établissement concerné dans le Protocole de sécurité. Le titulaire propose modèle de protocole de sécurité, si l'établissement n'en dispose pas. Le protocole de sécurité décrit les opérations de chargement et de déchargement sont effectuées sous la seule responsabilité du titulaire.

Conformément aux dispositions des articles R 4515-4 à R 4515-11 du Code du Travail relatifs aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par les entreprises extérieures, un protocole de sécurité sera signé entre l'établissement concerné et le titulaire du marché ou le transporteur qu'il aura clairement désigné.

Le contenu de ce protocole sera adressé au titulaire du marché lorsqu'il aura été désigné.

#### **4.2.1- Informations réciproques**

Dans chaque lot, VNF et le titulaire s'engagent à s'informer mutuellement de toute modification occasionnelle ou permanente concernant la réalisation de la prestation, et notamment :

- la modification d'un horaire de collecte pouvant avoir un effet notoire dans l'organisation du travail de chacune des parties ;
- les difficultés d'accès en raison de travaux sur l'un des sites ;
- les difficultés techniques (panne de véhicule...).

En cas de difficultés ponctuelles rencontrées pour assurer la continuité du service par l'une ou l'autre des parties, les deux parties conviendront des mesures à prendre pour assurer l'enlèvement et le traitement des déchets.

#### **4.2.2 - Réajustement ponctuel des modalités de collecte**

La fréquence de collecte (ou le nombre de rotations) définie à l'annexe technique du présent CCTP et propre à chaque lot pourra varier ponctuellement en fonction des nécessités de service :

- remplissage plus rapide des moyens de collecter lié à une suractivité ;
- période de fortes chaleurs ;
- motif technique (arrêt de navigation, chômage d'écluse, travaux dans une aire de stockage...).

Cette demande de révision ponctuelle doit être formulée au titulaire par VNF au plus vite s'il s'agit d'un motif imprévisible, et a minima 48 heures (jours ouvrés du titulaire) avant l'échéance souhaitée pour des motifs planifiables. Dans ces cas, les deux parties pourront modifier ponctuellement la fréquence de collecte (ou le nombre de rotations) en fonction de ce qui sera jugé nécessaire.

#### **4.2.3- Vidage sur place des bacs à déchets**

Les bacs à déchets sur roulettes sont collectés par le titulaire dans des camions BOM équipés d'un système lève-bac assurant le vidage automatique des déchets par basculement dans le caisson de la benne.

La manutention des bacs à déchets est incluse dans la prestation :

- bacs pleins depuis le lieu d'entreposage des points de collecte définis par site jusqu'au point de vidage dans la BOM ;
- bacs vides en retour jusqu'au lieu d'entreposage, rangement et fermeture des couvercles ;

Le titulaire tient compte dans son choix du véhicule (dimensions du véhicule), des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site.

### **4.3 Mise à disposition des conteneurs (bacs, bennes, caisses-palettes...)**

#### **4.3.1- Caractéristiques des conteneurs**

Les conteneurs doivent répondre en tout point aux exigences de collecte et aux contraintes de prise par le système de préhension des véhicules mis en œuvre dans le cadre de cette prestation.

Clause environnementale :

Il est demandé aux différents prestataires de mettre à disposition des conteneurs réalisés avec des produits durables et fiables, et / ou recyclés, adaptés à tous les environnements, en privilégiant des matériaux recyclables et conçus pour réduire l'impact environnemental.

#### **4.3.2- Maintenance des conteneurs**

Le titulaire a pour obligation de maintenir les conteneurs à déchets mis à disposition en parfait état. Le niveau de maintenance exigé est de type « garantie totale » : il doit inclure la maintenance préventive et corrective nécessaire à l'obtention d'un parc de bacs à déchets complet et pleinement opérationnel. Pour ce faire, le titulaire se dote si nécessaire d'un stock de pièces de rechange et/ou de conteneurs de réserve. Les coûts de maintenance préventive et curative sont compris dans le prix de location des conteneurs. Le nettoyage/lavage des conteneurs à déchets ne fait pas partie de la maintenance.

Le titulaire devra procéder, au minimum 1 fois par an, à une maintenance préventive de 1er niveau (vérification des roues et chapes, des couvercles, des organes de manutention et de préhension, de l'état général, avec remplacement des pièces défectueuses).

Pour limiter la fréquence des interventions de maintenance corrective, le titulaire doit effectuer une visite préventive suivant une périodicité et un calendrier soumis à la validation du responsable « déchets » de l'établissement concerné par cette mise à disposition.

Le compte-rendu de ce contrôle et des actions (immédiates, programmées à une échéance définie) doit être transmis et visé par les deux parties.

Dans le cas où le titulaire serait défaillant sur cette maintenance, les factures de location seront suspendues jusqu'à la remise en état du parc des conteneurs, expressément validée par le responsable de l'établissement.

#### **4.3.3- Evolution du parc des conteneurs à déchets**

Pendant l'exécution du marché, VNF se réserve le droit, en fonction de la réorganisation de sa collecte interne ou des besoins liés à son activité, de réduire ou d'augmenter le nombre de bacs à déchets loués, tout en conservant les tarifs unitaires de location négociés dans le présent marché.

#### **4.4 Mise à disposition de bennes**

Dans le cadre des lots n°1 et 2, le titulaire doit pouvoir mettre à disposition, à la demande d'un établissement, une benne de collecte pour les déchets de type DIB, métaux ou autres.

L'enlèvement de la benne fait l'objet d'une demande par l'établissement auprès du titulaire.

Le titulaire doit organiser la prestation sous 72 heures maximum, tant pour la mise en place que pour le retrait de la benne.

L'enlèvement de la benne fait l'objet d'une demande par l'établissement auprès du titulaire.

Le titulaire doit organiser la prestation sous 72 heures maximum, tant pour la mise en place que pour le retrait de la benne.

Les bennes doivent être conformes aux normes en vigueur.

Les bennes mises à disposition doivent être en bon état. Le titulaire assure la maintenance préventive et curative de son parc de bennes afin de garantir la sécurité, des utilisateurs, du chargement sur le camion et du transport vers l'exutoire des déchets.

Les coûts d'entretien et de maintenance des bennes sont compris dans le prix de location des bennes.

En cas de détérioration manifeste (enfouissement du caisson, arrachement d'un capot) d'une benne à déchets, il appartient aux deux parties de définir les dispositions de remise en état, via le recours à l'assurance du véhicule ayant endommagé la benne (chauffeur externe) ou celle de l'établissement pour des dégradations commises par son personnel.

### **5 - Traitement des déchets**

#### **5.1- Conformité des installations de traitement**

Le traitement des déchets se fera dans des installations autorisées au titre de la réglementation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

L'autorisation préfectorale de chaque centre de traitement devra être fournie sur demande.

Les procédés employés doivent être conformes aux exigences environnementales et de sécurité, applicables à ces installations. Les démarches ISO 14001, OHSAS 18001, et toute autre méthode de certification Qualité complémentaire, doivent être mises en œuvre et suivies dans le cadre d'une politique QHSE déployée localement sur le centre de traitement recevant les déchets remis par VNF.

En cas de recours à un centre de traitement lors des arrêts techniques (maintenance, panne, autre motif), le titulaire doit assurer la continuité de la prestation, et si nécessaire faire valider un nouveau CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) entre les parties concernées.

## **5.2- Destination et mode de traitement des déchets**

Le titulaire recherche le site de traitement des déchets le plus près du lieu de production.

Le mode de transport depuis les différents sites jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat doit tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement. Il appartient au candidat de rechercher la solution optimale de massification, y compris via un site de transit/regroupement (quai de transfert par exemple). L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Si l'exutoire final retenu par le candidat est l'incinération, ce dernier devra obligatoirement fournir une attestation sur l'honneur de prise en charge par l'installation de valorisation énergétique des déchets de l'établissement concerné.

## **5.3- Panne/arrêt technique ou blocage (grève, manifestation) du centre de traitement**

En cas de panne ou d'arrêt technique, les déchets devront être pris en charge dans le cadre des besoins sanitaires prioritaires. A ce titre, leurs conditions de traitement respecteront la réglementation applicable et les délais habituels de traitement. Aucun stockage prolongé de ces DAE ne saurait être possible, sans accord écrit des autorités compétentes et des établissements producteurs concernés.

Pour les DAE collectés en compacteur à déchets, le vidage sur le centre de traitement (ou sur un site annexe dûment autorisé pour une activité de stockage/transit/regroupement de déchets) doit être maintenu dans les délais habituels de restitution aux établissements concernés par ce mode de collecte.

## **5.4- Traçabilité en entrée du centre de traitement**

Conformément à la réglementation en vigueur, l'entrée du centre de traitement comportera une bascule de pesage (entrée/sortie) dûment vérifiée par un organisme de contrôle, et un outil de traçabilité des flux entrants. Dans le cas de la collecte/transport des déchets en compacteur à déchets, la pesée doit être accompagnée de l'émission d'un ticket papier remis au conducteur du véhicule. Ce ticket sert de base pour la facturation du titulaire. Il représente une preuve en cas de contestation de l'une ou l'autre des parties.

## **5.5- Gestion d'une non-conformité en entrée du centre de traitement.**

Pour toute non-conformité en entrée du centre de traitement, les parties conviendront entre elles des dispositions immédiates à mettre en œuvre.

Dans le cas d'une détection de radioactivité, si le centre de traitement ne peut valider le vidage des déchets du fait du seuil d'alarme trop élevé, le titulaire doit rechercher avec l'établissement concerné une solution pour permettre la continuité de service.

La prestation mise en œuvre pourra faire l'objet d'une facturation spécifique (main d'œuvre, moyens techniques spécifiques...) pouvant être jugée équivalente à un (ou plusieurs) forfait(s) de collecte/transport. Les deux parties conviendront au cas par cas, des modalités de facturation adaptées à la situation.

# **5 - Continuité du service**

## **5.1- Continuité de la prestation**

Le titulaire met en œuvre les modalités lui permettant d'assurer la continuité de prise en charge des déchets, en cas de grève, ou de difficultés techniques, ou d'autre motif, que ce soit dans son entreprise ou dans l'installation destinataire. Il doit assurer la prestation en proposant une solution réglementaire et de proximité.

Le candidat précisera dans son offre les modalités envisagées pour assurer cette continuité de service.

En cas de difficultés majeures pour la mise en œuvre de cette continuité, le titulaire doit immédiatement informer le référent de la filière « déchets » de VNF.

## **5.2- Plan de continuité d'activité du titulaire**

Le titulaire devra fournir un plan de continuité de ses prestations pour le cas d'une situation impactant ses effectifs (absentéisme important lié à une grève ou à une crise sanitaire par exemple). Ce plan devra indiquer les éléments :

- D'information des personnels ;
- D'éventuels exercices ou simulations ;
- D'organisation et de gestion de l'absentéisme en mode dégradé.

## **6 - Suivi et contrôle de la prestation**

### **6.1- Traçabilité des déchets**

Le suivi des déchets pris en charge par le titulaire depuis l'établissement producteur jusqu'au centre de traitement final sera assuré par le titulaire.

Le titulaire devra fournir mensuellement un relevé du tonnage de déchets pris en charge (par site ou par point de collecte, si le lot en comporte plusieurs).

L'accès à un site extranet de suivi de la prestation au fur et à mesure de sa réalisation serait apprécié dans le cadre de la mise à jour du registre des déchets sortants par les établissements.

Le ticket de pesée, dans le cadre de la collecte par compacteur et si le camion BOM est équipé du pesage embarqué, doit être transmis à l'établissement collecté, soit immédiatement (ticket papier, envoi par email), soit dans les 48 heures consécutives à cette prise en charge (par toute forme adaptée à cette transmission en différé).

Les factures ne seront recevables qu'à la condition expresse d'être accompagnées :

- des bons de collecte/rotation ;
- le cas échéant des bons de pesée ;
- du relevé de prestation mensuel comportant les dates de collecte/rotation, le nombre de bacs à déchets vidés ou/et le poids de déchets pris en charge... ;
- et de tout autre document justifiant de la bonne exécution de la prestation.

Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

### **6.2- Suivi de la prestation**

Le titulaire doit proposer des modalités permettant d'avoir un suivi semestriel du marché à destination du référent de la filière « déchets » de VNF.

Ce suivi semestriel correspond à un état des lieux (sous forme de tableau récapitulatif, de rapport synthétique...) sur les collectes effectuées, les poids collectés, les centres de traitement destinataires, les éventuelles non-conformités, le bilan des modifications ponctuelles de la prestation, etc.

Le titulaire doit obligatoirement réaliser une visite annuelle sur les différents sites permettant :

- de vérifier sur place la conformité des moyens de collecte ;
- de faire un état des collectes/rotations (non-conformités éventuelles) ;
- de proposer des améliorations sur la prestation.

Ces éléments de suivi sont à coordonner avec le responsable de la Gestion des Déchets de VNF, qui peut demander un rendez-vous (visite supplémentaire) avec un technico-commercial du titulaire en cas de difficulté majeure sur la prestation. Ils serviront de base pour définir la reconduction de marché.

Les modalités de suivi de marché sont à présenter dans l'offre. Elles seront définies précisément pour chaque site et validées par le référent de la filière « déchets » de VNF, à la mise en place du marché.

## **7 - Evolution de la législation**

Le titulaire devra se conformer à toute nouvelle disposition légale et réglementaire s'appliquant à sa prestation, dans l'exécution du marché.

Les deux parties étudieront les éventuelles conséquences sur la prestation des évolutions réglementaires sur les déchets et sur l'environnement en général, notamment en cas de modification sur les déchets à prendre en charge.